

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Cuba/Participation de M.
Jean-Baptiste Lemoyne à la
deuxième commission économique
et commerciale bilatérale et au
deuxième comité d'orientation
stratégique du fonds de
contre-valeur - Autriche - Libye -
Syrie - Arabie saoudite - Iran
(Paris, 18 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Cuba - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la deuxième commission économique et commerciale bilatérale et au deuxième comité d'orientation stratégique du fonds de contre-valeur (Paris, 18 janvier 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Rodrigo Malmierca, ministre cubain du commerce extérieur et de l'investissement étranger, ont présidé le 18 janvier la commission économique et commerciale franco-cubaine et le comité d'orientation stratégique du fonds de contre-valeur. Les premières réunions de ces deux enceintes s'étaient tenues à La Havane en octobre 2016.

La commission économique et commerciale est le cadre institutionnel de notre relation économique bilatérale, qui ne cesse de s'intensifier depuis deux ans : les exportations françaises vers Cuba ont augmenté de 31% sur les neuf premiers mois de l'année 2017 par rapport à la même période en 2016. Cette réunion a permis en particulier de faire le point sur les principaux projets bilatéraux dans les domaines suivants : tourisme durable, énergie, santé, transports, secteur agricole et agro-alimentaire et développement urbain.

Instrument financier ad hoc issu de l'accord de traitement de la dette du 1er février 2016, le fonds franco-cubain de contre-valeur va commencer ses opérations. La réunion du comité d'orientation stratégique du fonds de contre-valeur a permis d'étudier les projets de conversion d'une partie de la dette cubaine pouvant être financés dans le cadre de ce fonds, qui dispose d'une enveloppe de 212 MEuros. Une première convention de financement dans ce cadre sera prochainement signée pour un programme de soutien au développement des filières bovines dans la province de Camaguey (projet Prodegan). Ce projet sera mis en oeuvre avec le soutien de l'Agence française de développement.

2 - Autriche

Q - Quelle est votre réaction à la nomination de ministres d'extrême-droite au sein du gouvernement autrichien, notamment aux affaires étrangères ? Cela va-t-il compliquer la relance du projet européen que prône le président français Emmanuel Macron ?

R - Le nouveau gouvernement de la République fédérale d'Autriche, issu des élections du 15 octobre et dirigé par le chancelier Sebastian Kurz, a été investi ce matin par le président Alexander Van der Bellen. La France adresse ses félicitations à M. Sebastian Kurz.

Le nouveau chancelier a, à de nombreuses reprises, affirmé son attachement aux valeurs européennes et au projet européen, ce que le programme de son gouvernement reprend.

C'est bien dans cet esprit que nous voulons engager le dialogue avec son gouvernement, particulièrement en vue de la présidence du Conseil de l'Union européenne qu'exercera l'Autriche au second semestre 2018.

3 - Libye

Q - L'accord politique inter-libyen de Skhirat peut-il encore servir de cadre à une réconciliation nationale à partir du moment où l'un des protagonistes de la crise, le maréchal Haftar, estime qu'il est devenu caduc ?

R - La France continue à parler avec l'ensemble des parties, dont le général Haftar, pour les appeler à mettre en oeuvre dans un esprit de responsabilité et de paix le plan d'action du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Ghassan Salamé.

Je rappelle que le conseil de sécurité a adopté le 14 décembre une déclaration présidentielle réaffirmant la validité de l'accord inter-libyen de Skhirat et l'appui de la communauté internationale à la mission de M. Ghassan Salamé pour la mettre en oeuvre, en lien avec toutes les forces politiques libyennes.

C'est ce processus politique inclusif qui permettra de renforcer les institutions libyennes, d'unifier les forces armées sous l'autorité du pouvoir civil, de relancer le processus électoral et de mettre un terme à la crise.

L'assassinat du maire de Misrata, que M. Jean-Yves Le Drian avait rencontré le 4 septembre lors de sa visite en Libye, est venu confirmer hier une nouvelle fois l'urgence d'une solution politique. Nous condamnons cet acte lâche qui a visé une personnalité connue pour sa modération et présentons nos condoléances à sa famille.

4 - Syrie

Q - Le processus de paix inter-syrien de Genève a-t-il une chance de redémarrer face à la «stratégie d'obstruction» du régime de Damas ? Quelles initiatives la France compte-t-elle prendre au début de l'année 2018 pour le relancer ?

R - Comme l'a indiqué hier le président de la République, il faut, en Syrie, «construire une solution politique qui permettra une paix durable, où toutes les minorités seront protégées». Il a ajouté que des initiatives seront prises «dans le processus que la France souhaite voir émerger en début d'année prochaine».

Les négociations inter-syriennes conduites sous l'égide des Nations unies à Genève sont le cadre légitime pour trouver une solution politique à la crise.

Le régime de Bachar al-Assad est responsable du blocage du processus de Genève, alors que l'opposition était parvenue à présenter un front uni. Comme nous l'avons déjà indiqué, il incombe aux pays qui soutiennent le régime d'exercer les pressions nécessaires pour que celui-ci s'engage de bonne foi dans les discussions.

Dans ce contexte, la France réitère son plein soutien aux efforts conduits par l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura.

5 - Arabie saoudite

Q - Êtes-vous au courant que Mohammed ben Salman a acheté le Château Louis XIV pour \$300 millions, comme le dit le New York Times ? Auriez-vous un commentaire sur la campagne anti-corruption du Prince vu ses achats en France (yachts, immobilier) ?

Tillerson a récemment haussé le ton contre l'Arabie Saoudite sur le Yémen, le Liban, etc. Êtes-vous d'accord avec son analyse ? Dites-vous les mêmes choses en privé ? Pourquoi pas ouvertement ?

R - De nombreuses personnalités étrangères disposent de biens en France. Il s'agit d'acquisitions privées pour lesquelles l'avis des pouvoirs publics n'est pas sollicité. L'Arabie saoudite est un partenaire important de la France, à l'actualité duquel nous sommes attentifs.

S'agissant du Yémen, la position de la France est connue : seule une solution politique est à même de mettre fin au conflit et d'améliorer durablement la situation humanitaire. C'est pourquoi nous soutenons les efforts de médiation de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, en vue d'une reprise des négociations. L'accès complet, inconditionnel et sans entrave de l'aide humanitaire est une obligation qui s'impose à l'ensemble des parties au conflit. Cette exigence a fait l'objet d'échanges approfondis avec les autorités saoudiennes lors de la visite à Riyad de M. Jean-Yves Le Drian les 15 et 16 novembre. Le ministre s'était exprimé à cette occasion.

S'agissant du Liban, le groupe international de soutien a réaffirmé le 8 décembre son attachement à la stabilité, à la sécurité et à la souveraineté du pays ainsi que la nécessité de le protéger des crises qui déstabilisent le Moyen-Orient.

Notre méthode est de parler à tous. Notre objectif est de parvenir à la baisse des tensions dans la région afin de favoriser le règlement des crises.

6 - Iran

Q - Ali Akbar Velayati, principal conseiller du guide suprême de la révolution iranienne, a déclaré hier que le président français se comportait comme «le toutou de Trump». Comprenez-vous pourquoi l'Iran a une telle vision de la position française envers l'Iran ?

R - Nous voulons croire que cette déclaration ne reflète pas la position du gouvernement iranien./.